

Non à la casse sociale du gouvernement Macron-Philippe ! TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

LE 12 SEPTEMBRE !

LOI MACRON : vers une négociation plus directe



Déjà à l'offensive contre les acquis des salariés en tant que ministre de l'économie sous Hollande, Macron compte poursuivre et considérablement accélérer cette politique. Sa cote de popularité a chuté de 24% en deux mois. Et pour cause : le gouvernement Macron-Philippe mène, sans surprise et sans tarder, une politique violente contre les salariés, les plus précaires, les privés d'emplois et

les jeunes : loi travail II, «réforme» de l'assurance chômage, disparition des CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), réduction des APL pour les étudiants, et pour la fonction publique réintroduction de la journée de carence et suppression annoncée de 120 000 postes.

Dernière attaque en règle: la suppression massive des contrats aidés (293.000 en 2017 contre 459.000 en 2016) avec des conséquences dramatiques pour ces personnels et pour les secteurs de la Fonction publique dont l'Éducation nationale : écoles incapables de fonctionner (périscolaire), manque encore plus flagrant d'AESH pour les élèves handicapés, manque de personnel technique et encadrant,...

Parmi toutes ces lois et mesures, la nouvelle loi travail représente la plus grande régression pour le monde du travail : licenciements encore plus facilités, recours quasi-systématique au CDD, disparition à terme du CDI classique, «accords» entreprise par entreprise pour déroger au code du travail, restriction importante des droits syndicaux,... Une fois appliqué dans le secteur privé, tout cela sera mis en place dans la Fonction publique pour, entre autres, casser nos statuts.

Pour autant, de l'argent, il y en a.....

D'un autre côté, les super-

riches vont devenir encore plus riches avec la diminution de l'ISF (impôt sur la fortune). Déjà en 2016, les dividendes des gros actionnaires

en France ont atteint des sommes records (avec 54,3 milliards d'euros, 1ère place en Europe). Et le

gouvernement ne va pas chercher les 20 milliards d'économies prévus pour le budget 2018 dans les poches de ces actionnaires et du patronat ! Au contraire, l'allègement des cotisations sociales patronales va se faire «naturellement». Ou par ordonnance ?

Salariés du privé, du public, de l'Éducation, précaires, privés d'emplois, jeunes et

retraités – nous sommes tous concernés et nous avons tous intérêt à lutter collectivement et main dans la main contre ces régressions sociales. Soyons massivement en grève le 12 septembre, pour montrer notre rejet de cette politique dévastatrice. Discutons dès maintenant des suites à donner à cette journée de grève interprofessionnelle autour d'un plan d'actions et de grèves. Plusieurs dates d'actions et d'initiatives susceptibles de renforcer la mobilisation ont été posées en septembre. **N'attendons pas !**

Construisons tous ensemble une lutte contre la politique de Macron et pour la satisfaction de nos revendications !

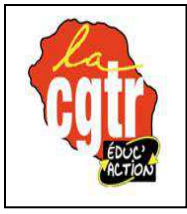
Pour une grève massive le 12 septembre – tous ensemble !

**NE PAS SUBIR !
AGIR !**



**SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.cgtr-education.com**

**R.V
Jardin
Etat à
9h00**



Autonomie accrue des établissements.

Des classes toujours surchargées.

Le tout apprentissage !

Nos statuts menacés.

Et dans l'Éducation nationale ?

Malgré les annonces démagogiques de Blanquer à 3 jours de la rentrée, notre secteur n'échappe pas à cette politique: à nouveau gel des salaires pour toute la fonction publique et régression des retraites, gel des créations de postes dans l'ensemble de l'Éducation nationale, autonomie rimant avec plus de pouvoir pour les chefs d'établissement, le tout apprentissage pour répondre aux besoins du patronat au détriment des lycées professionnels, maintien des classes surchargées,... Sans parler des «réformes» prévues : réforme du bac, recrutement des enseignants par les chefs d'établissement,...

Les mesures comme les CP à 12 dans les REP+ et la possibilité d'ouvrir à nouveau les classes bilingues et de latin dans les collèges peuvent se faire mais sans le moindre moyen supplémentaire.

La CGTR Educ'action se bat pour la titularisation de tous les précaires. Mais nous dénonçons évidemment la suppression massive des contrats aidés. Le mépris est lamentable pour les dizaines de milliers de personnels licenciés et plongés davantage dans la précarité et l'insécurité. Sans parler du peu d'égard pour les services publics qui ne peuvent plus fonctionner en cette rentrée.

Délai de carence !

Gel des salaires !

Suppression de contrats aidés !

**Pour le code du travail, pour nos revendications !
Tous et toutes en Grève le 12 septembre !**

CGTR
EDUC'infos